

Écrit par le 22 novembre 2024

FDSEA 84 : « Les agriculteurs sont souvent écoutés, mais rarement entendus »



Pour sa 80^e Assemblée Générale à Orange, la **Fédération des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de Vaucluse** a fait appel à Sylvie Brunel. Universitaire à la Sorbonne, ancienne présidente de Médecins sans Frontières et d'Action contre la faim, souvent clivante, elle ne mâche pas ses mots dans son irréfutable défense des paysans.

À la tribune de la Salle Daudet, ce jeudi 22 février après-midi, celle qui a publié en 2017 *Plaidoyer pour nos agriculteurs* l'affirme : « J'ai vu leur colère monter depuis longtemps. » Il est vrai que les manifestations se sont succédé tout au long de l'année 2023. Les agriculteurs sont descendus dans la rue

Écrit par le 22 novembre 2024

pour dénoncer le prix des poires payées 20 centimes aux producteurs quand les consommateurs les achètent 4,50€ le kilo. Pareil pour les éleveurs qui ont dénoncé le peu qu'ils gagnent pour un litre de lait vendu en grande surface.

Le 25 novembre dernier, ce sont les viticulteurs qui ont défilé à Narbonne pour afficher leurs doléances face à la concurrence déloyale d'importation de vins produits par nos voisins européens qui, eux, n'ont pas à se plier à des injonctions de normes aussi drastiques que les nôtres. Au début de l'année, on a vu les Jeunes Agriculteurs retourner les panneaux de signalisation à l'entrée des villes et villages pour montrer qu'on marchait sur la tête. Mais personne, dans les hautes sphères, n'a fait attention à ces signaux d'alarme.



Manifestation à Sablet. ©FDSEA de Vaucluse

Les agriculteurs, indispensables mais trop peu reconnus

« Depuis 40 ans, je travaille sur l'alimentation et je constate que la France totalise 500 labels AOP

Ecrit par le 22 novembre 2024

(Appellation d'origine protégée) et IGP (Indication géographique protégée), signes de qualité, ce qui est un record en Europe, ajoute Sylvie Brunel. La gastronomie française a été élevée au rang de '*Patrimoine culturel immatériel de l'humanité*' par l'UNESCO en 2003. Grâce à nos paysages façonnés par nos paysans, nous sommes la 1^{re} destination touristique mondiale. Mais nos cultivateurs sont des chefs d'entreprises responsables, qui gèrent, s'endettent à vie pour rembourser leur tracteur high-tech, font face aux caprices de la météo, à la complexification des normes imposée par Bruxelles et démultipliée par les technocrates français dans leurs bureaux climatisés ».

« Nos cultivateurs ne sont pas que des jardiniers ou des décorateurs de la nature, ce sont des chefs d'entreprises. »

Sylvie Brunel

Elle poursuit : « Tout ce qu'ils demandent, c'est une reconnaissance, un respect et une vraie rémunération qui leur permettrait de vivre dignement de leur travail. Ils sont souvent écoutés, mais rarement entendus. Quelques chiffres frappent : un tiers de ce que nous consommons est importé et 1 Français sur 5 ne mange pas à sa faim. »

Ecrit par le 22 novembre 2024



Ecrit par le 22 novembre 2024



Ecrit par le 22 novembre 2024



Ecrit par le 22 novembre 2024

©FDSEA de Vaucluse

Des exploitations qui ferment

« Agriculteur : jeune, on en rêve, adulte, on en crève », c'est l'un des slogans de cette colère paysanne. La géographe continue : « Avec les satellites espions au-dessus de leurs parcelles, les paysans se font dézinguer s'ils ne plantent pas de fleurs. Alors qu'ils ont un rôle nourricier, politique, écologique. Depuis des décennies, ils s'adaptent en permanence, ils innovent, ils économisent l'eau, réduisent les intrants. Il faut absolument redresser 'La Ferme France'. On a perdu 100 000 exploitations en 20 ans, tous les ans, on enregistre 20 000 départs à la retraite, mais seulement 13 000 installations de jeunes, du coup les herbes poussent, la friche s'installe avec le risque d'incendie l'été. Alors, arrêtez de pourrir la vie des paysans qui sculptent notre environnement quand les végétaux réduisent les gaz à effet de serre et les arbres absorbent le carbone. »

« Grâce à l'amélioration de la qualité des fruits et légumes, notre espérance de vie a augmenté de 20 ans depuis l'après-guerre. L'alimentation est notre meilleure médecine. »

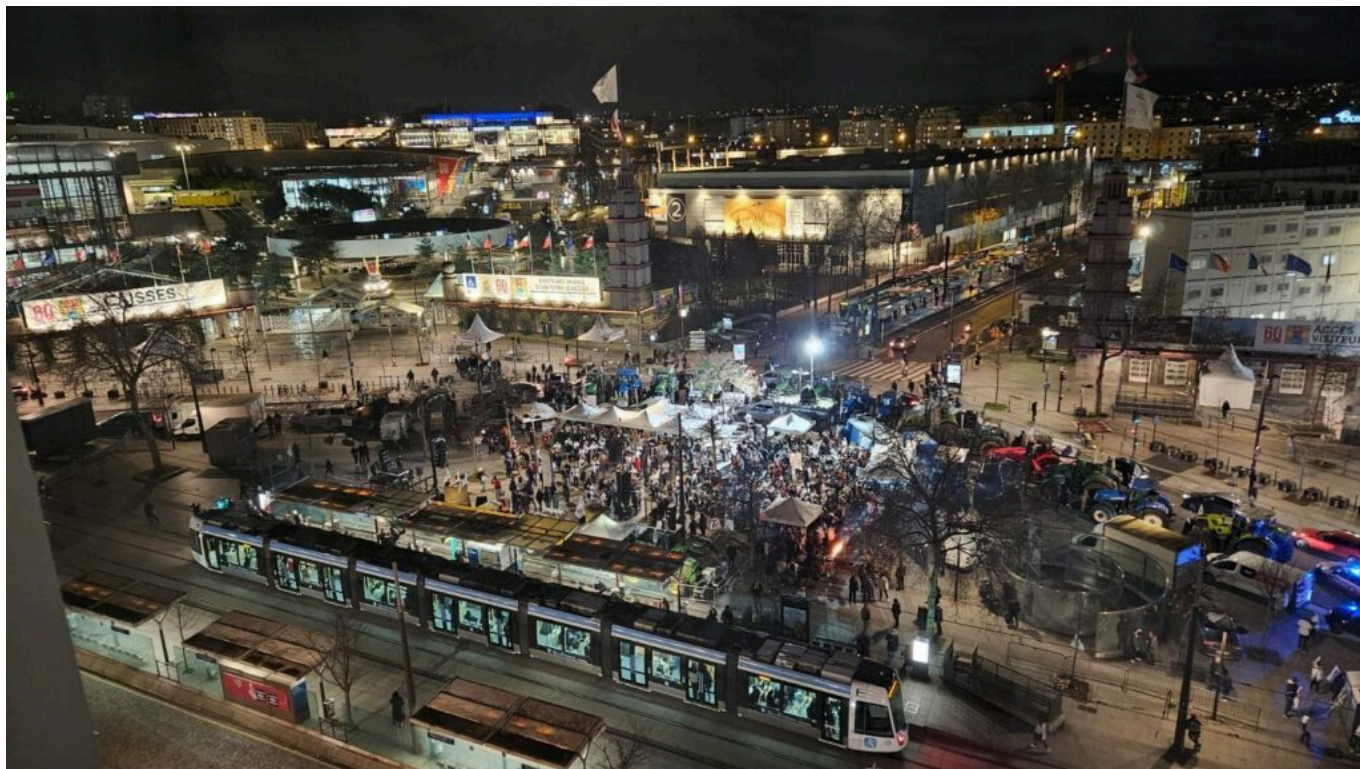
Sylvie Brunel

« Ils sont les orfèvres du végétal, soyons fiers de leur travail, 365 jours par an, sans RTT ni congés payés », conclut Sylvie Brunel. Elle qui a publié il y a quelques mois : [Nourrir — Cessons de maltraiter ceux qui nous font vivre](#), chez [Buchet-Chastel](#)... Alors qu'en janvier dernier, une banderole sur un tracteur au péage d'Avignon Nord proclamait : « Nous voulons nourrir, pas mourir. »

Ecrit par le 22 novembre 2024



Écrit par le 22 novembre 2024



Les agriculteurs continuent de se rassembler devant l'entrée du Salon International de l'Agriculture.
©FRSEA Paca

Rendez-vous à Matignon pour l'agriculture vaclusienne

Ecrit par le 22 novembre 2024



Ce mercredi 20 septembre, Georgia Lambertin, présidente de la [Chambre d'agriculture de Vaucluse](#), Sophie Vache, présidente de la [FDSEA 84](#) et [Audrey Piazza](#), présidente des [Jeunes agriculteurs de Vaucluse](#), se sont rendues à l'hôtel de Matignon pour une audience avec **Mathias Ginet, conseiller technique agriculture d'Emmanuel Macron et d'Elisabeth Borne.**

Ce rendez-vous à Matignon a été l'occasion de présenter les atouts et les innovations de l'agriculture vauclusienne, de la place importante qu'elle occupe dans l'économie du territoire, mais aussi de la crise globale à laquelle elle doit faire face, toutes filières confondues, dans un contexte climatique, économique et social extrêmement tendu.

Georgia Lambertin, Sophie Vache et Audrey Piazza ont présenté une sélection de sujets agricoles à fort enjeux tels que l'hydraulique, les énergies renouvelables, l'arboriculture, la prédation, l'agriculture biologique, l'emploi, ou encore les phytosanitaires, en alertant Mathias Ginet sur les constats alarmants et en proposant des solutions concrètes visant à accompagner les agriculteurs le plus rapidement

Écrit par le 22 novembre 2024

possible. « L'agriculture n'a jamais vécu une transition aussi importante dans son histoire et il faut absolument que l'État accompagne et soutienne les agriculteurs qui sont de plus en plus vertueux, mais sans les pénaliser », a déclaré la présidente de la Chambre d'agriculture de Vaucluse.

Les trois présidentes ont demandé au conseiller une réunion de travail avec le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau et ses services, afin d'aborder plus en détails chaque sujet et de réagir le plus rapidement possible pour aider au plus vite les agriculteurs. Mathias Ginet s'est engagé à répondre rapidement avec une proposition de plan d'action.

L'agriculture vaclusienne en chiffres

- Le Vaucluse compte **4 860** exploitations agricoles
- L'agriculture n'occupe que **31%** de la surface du département (contre 52% en moyenne nationale)
- **21%** des exploitations sont en agriculture biologique
- L'agriculture vaclusienne, c'est plus d'**1** milliard d'euros de chiffre d'affaires par an
- **10** emplois (équivalent à temps plein) sont créés pour 100 ha (c'est 4 fois plus que la moyenne nationale)

V.A.

Congrès FDSEA de Vaucluse : la colère des agriculteurs entendue ?

Ecrit par le 22 novembre 2024



Plus de deux heures de discours et de questions-réponses lors de ce 79^e Congrès de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles vauclusiens qui vient de se tenir à la salle polyvalente de Montfavet.

Après le mot de bienvenue de la présidente, Sophie Vache, Jean-Philippe Briand, trésorier -adjoint prend la parole pour évoquer la richesse de l'agriculture dans ce département. « Avignon peut être découpée en 4 territoires bien distincts : les Coteaux de Bonpas avec ses viticulteurs, Montfavet avec ses producteurs de foin et ses éleveurs, la Ceinture Verte avec ses maraîchers et la Barthelasse avec ses arboriculteurs. Avec plus de 2 000 ha, l'agriculture avignonnaise bénéficie de terres d'alluvions fertiles, d'un microclimat privilégié avec le Rhône, la Durance, le Mistral pour assainir et limiter les gelées, ce qui permet une précocité si précieuse au niveau commercial, ainsi qu'un réseau de canaux d'irrigation ».

Avignon terreau fertile pour une agriculture péri-urbaine

Il poursuit : « C'est une agriculture péri-urbaine qui bénéficie d'un énorme bassin de consommation qui permet le développement de la vente directe et locale avec la mise en place d'un PAT (Projet alimentaire territorial) initié par le Grand Avignon. Cette activité agricole n'est pas toujours bien comprise ni acceptée par les citadins, mais elle entretient les paysages et attire tous les week-ends les promeneurs,

Ecrit par le 22 novembre 2024

les joggers et les cyclistes. Agriculteurs et citadins doivent cohabiter. Cela étant dit, elle doit aussi faire face à des freins comme le PLU (Plan local d'urbanisme) restrictif. Un projet comme la LEO (Liaison est-ouest) prend des terres arables. »

Jean-Philippe Briand qui conclut : « Notre agriculture a de nombreux défis à relever, reconquérir 150ha de friches dans la ceinture verte, favoriser et promouvoir les installations dans cette zone péri-urbaine et promouvoir la richesse de ces productions locales. Il est donc indispensable d'avoir le soutien de la ville d'Avignon, du Grand Avignon et de la Préfecture pour qu'elle puisse perdurer. Malgré tous les freins et toutes les contraintes et normes, l'objectif de souveraineté alimentaire qui est fixé peut permettre de définir une orientation pour la Ceinture verte ».



Donner aux jeunes l'envie de prendre la relève

C'est ensuite au tour de la présidente nationale, Christiane Lambert, par vidéo de s'adresser aux congressistes. Elle évoque le recul de la production agricole française et un sujet crucial : l'eau dont on manque déjà avant même le printemps, la main d'œuvre qui, elle aussi, fait cruellement défaut et précise « Nous devons donner envie aux jeunes de venir chez nous, de prendre la relève ».

La présidente de la FDSEA 84, Sophie Vache s'adresse ensuite à l'auditoire : « Depuis 1945 et l'après-guerre, notre fédération a fait avancer l'agriculture. De nouvelles élections se profilent en 2025 à la Chambre d'agriculture, nous devons jouer collectif, chaque problème a ses solutions pour que les paysans

Écrit par le 22 novembre 2024

vivent dignement et durablement. En 2022, on a tout connu, le gel, la sécheresse, nous devons sensibiliser le grand public à ce que nous traversons et nous battre pour tous, les éleveurs, les viticulteurs, les lavandiculteurs, les arboriculteurs, les maraîchers, les oléiculteurs, les céréaliers. La colère monte, sans solution, nous saurons nous faire entendre », conclut-elle sous un tonnerre d'applaudissements.

De nombreuses questions concernant les énergies renouvelables

Après une interruption de séance, débat sur les énergies renouvelables. Certes, on peut en installer sur les toitures des hangars, des serres, des abris, des ombrières, avec des panneaux de photovoltaïque, des éoliennes et elles peuvent être sources de revenus d'appoint pour les agriculteurs. Mais qu'en est-il du cahier des charges à respecter, de la fiscalité, du système juridique, du rôle joué par les installateurs privés, par les banques, de la rentabilité de ces nouvelles sources d'énergie ? Nombre de points d'interrogations subsistent sur la fiabilité des prestations, les risques d'incendies quand les installations vieillissent et ne sont pas bien entretenues, faut-il faire une demande de permis de construire ? Certains parlent d'usine à gaz, de poudre aux yeux, d'autres de miroir aux alouettes. Une chose est sûre : il faut maintenir deux souverainetés, l'énergétique et l'alimentaire et la colère monte entre ces deux injonctions.

De son côté, André Bernard, le président de la Chambre régionale d'agriculture aborde le sujet des énergies renouvelables. « Les ombrières sur pilotis, ce ne sont pas des constructions en dur comme une chape de béton. Cela peut être démonté, ça peut être source de recettes nouvelles pour les paysans, c'est à eux de récupérer les dividendes, pas aux banques ni aux énergéticiens qui leur proposent des contrats mirifiques. »

« Arrêtez de nous mettre des bâtons dans les roues. »

Georgia Lambertin, présidente de la Chambre d'agriculture de Vaucluse

La présidente de la Chambre d'agriculture 84, Georgia Lambertin s'adresse à la Préfète, Violaine Démaret. « Nous poussons un coup de gueule. On nous demande de produire mieux, bon, bio, sain, d'être les gardiens de la nature, on l'a fait. Mais quand l'Europe impose 450 règlements, la France à elle seule en rajoute 309 supplémentaires. Et on voit dans les grandes surfaces que la compote vient de Pologne et les tomates hors saison du Maroc. Arrêtez de nous mettre des bâtons dans les roues. Aidez-nous à stopper l'artificialisation des sols, à accéder à l'eau. A ce jour, nous n'avons obtenu aucune réponse du ministre de l'agriculture ».

Au tour d'un homme de monter sur scène, Christian Mounier, fils et petit-fils de paysan et conseiller départemental en charge de l'agriculture. « Bravo 'les drôles de dames' qui m'ont précédé, pour votre engagement sans faille. On nous dit de consommer le moins d'espace agricole possible, mais il faut bien construire des logements, des zones d'activités ».

Place ensuite à Bénédicte Martin, elle aussi issue d'une famille d'agriculteurs et vice-présidente de la Région Sud, qui martèle haut et fort : « Nous sommes les alliés du gouvernement, pas les supplétifs. Pour

Écrit par le 22 novembre 2024

l'eau, nous avons un budget de 200M€ à la Région, pour les fruits et légumes, on avance, pour la recherche aussi mais le compte n'y est pas. On n'est pas la voiture-balai. Entendez notre détresse. Nous sommes prêts à nous engager, mais gagnant-gagnant ».

Après tous ces réquisitoires implacables, la Préfète monte à la tribune. « Votre colère, votre détresse, votre solitude, votre insatisfaction, je les comprends » acquiesce Violaine Démaret. « Certes, l'Etat n'est pas parfait mais nous travaillons pour trouver des solutions. Que ce soit pour la cerise ou pour la lavande. Ces productions, on ne les trouve pas dans tous les départements français, c'est la raison pour laquelle je fais remonter ces problèmes en haut lieu, je demande qu'on accélère avant qu'il ne soit trop tard. Si on ne fait rien au printemps, les filières-reines de Vaucluse vont dépérir ».



Le sujet crucial de l'eau

L'eau, autre sujet majeur. « 32 jours sans une goutte d'eau, c'est du jamais vu depuis qu'existent les relevés météo, en 1959. Il faut absolument l'économiser et faire la différence entre l'usage économique de l'eau - pour les paysans, les cultures, les potagers - et le confort et les loisirs, comme l'eau des piscines. J'y travaille, on va sans doute serrer la vis pour les particuliers ». La préfète a aussi mis l'accent sur ce qui avance bien : le projet « HPR » dans le nord Vaucluse, en prélevant une faible quantité d'eau dans le Rhône pour irriguer les cultures. « En avril 2024, les études et le financement seront concrets, ce sera un chèque à 3 chiffres en millions d'euros pour sécuriser la production agricole dans ce territoire septentrional, comme elle l'est dans le sud-est du département grâce à la Société du Canal de Provence ». Elle a ensuite énuméré les dossiers en cours d'instruction en raison des calamités. « 124 dossiers acceptés pour les fruits à noyaux, 4 pour la sécheresse, c'est peu, dépêchez-vous, pensez aussi à

Ecrit par le 22 novembre 2024

souscrire une assurance-récolte. France 2030 c'est une série d'opportunités à saisir, déjà 40M€ ont été versés à 9 porteurs de projets ». Consciente de la détresse des paysans, la préfète se 'décarcasse' pour que Paris apporte de toute urgence des réponses à leurs préoccupations.